



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Mardi 7 juillet 1970

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

à 10 h 20

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

## SOMMAIRE

Pages

Points 2 et 3 de l'ordre du jour :

Examen général de la politique économique et sociale internationale

Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

Orateurs :

M. Maheu (UNESCO) .....	11
M. Gorse (France) .....	13
M. Vratuša (Yougoslavie) .....	16
M. Johnson (Jamaïque) .....	18
M. Twigt (OACI) .....	20
M. Stanovnik (CEE) .....	21

Président : M. MARAMIS (Indonésie)

## POINTS 2 ET 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale (E/4776, E/4833, E/4839, E/4841 et Add.1 et 2, E/4855, E/4856, E/4866 et Corr.1, E/4872, E/4876)

Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/4776, E/4841 et Add.1 et 2, E/4876; E/CN.5/445 et Corr.1)

1. M. MAHEU (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) rappelle que le Conseil est saisi du rapport de l'UNESCO sur son activité en 1969 (E/4843) et indique qu'il ne parlera pas de l'ensemble de l'activité de l'UNESCO ou de ses relations avec le Conseil, mais d'un seul sujet, à savoir l'éducation, et cela pour trois raisons : d'une part, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Conférence générale de l'UNESCO, a proclamé 1970 Année internationale de l'éducation [résolution 2412 (XXIII)], et cette décision a été interprétée par l'UNESCO avant tout comme une invitation à stimuler dans les Etats membres ou au sein de l'Organisation elle-même une réflexion en profondeur sur le rôle de l'éducation dans la société, sur les modalités de son action et sur les objectifs nouveaux qu'il y a lieu de lui assigner pour l'adapter aux exigences du monde moderne; d'autre part, la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement va commencer et, étant donné l'importance accordée à la mise en valeur des ressources humaines, l'éducation s'avère un facteur proprement fondamental du développement; enfin, les inquiétudes, les troubles, voire les révoltes — qui, un peu partout dans le monde, sont liées aux insuffisances réelles ou supposées de l'éducation — situent celle-ci au coeur même des mutations dans lesquelles l'humanité se trouve présentement engagée,

et ce, dans les sociétés développées autant, sinon plus, que dans les sociétés en voie de développement.

2. Evoquant tout d'abord la question des rapports entre l'éducation et le développement, M. Maheu dit que la contribution décisive de la première au second est désormais universellement reconnue, mais qu'il convient encore de la bien comprendre. De nombreux planificateurs de l'économie continuent à ne voir dans l'éducation qu'un instrument ou un auxiliaire de la croissance économique devant répondre aux exigences des plans qu'ils établissent pour cette croissance, conception simpliste qui est tout aussi erronée que celle qui dominait il y a dix ans dans les mêmes milieux et selon laquelle l'éducation n'était pas un facteur ("input") de la croissance économique et s'inscrivait, dans les plans de développement, au chapitre des charges sociales. Mais, au cours de ces dernières années, une connaissance plus approfondie et plus exacte tant de la nature du développement que de la fonction de l'éducation a fait apparaître entre eux des rapports autrement complexes, dont l'implication majeure est que la planification non seulement de l'éducation mais du développement lui-même requiert, à tous les stades, une collaboration étroite des politiciens, des économistes et des éducateurs.

3. Pour ce qui est du développement, il est désormais évident que, si la croissance économique en est un élément substantiel, elle ne se confond pas avec lui et que, comme le Comité de la planification du développement l'a souligné dans son rapport sur sa sixième session (E/4776), le développement ne comporte pas simplement une augmentation de la capacité de production ou du revenu, mais des transformations importantes des structures économiques et sociales. C'est ainsi que, tout en continuant à donner la priorité à la croissance économique, les planifications nationales visent d'autres buts, dont l'importance au regard des options générales ne cesse de grandir, tels que la réduction des inégalités sociales et des disparités des revenus, l'amélioration quantitative et qualitative de l'emploi, ou bien encore l'élimination de l'inégalité des chances dont souffrent certains groupes. Or, chacun de ces buts appelle une orientation spécifique de l'éducation, laquelle exige à son tour des efforts de conception et d'organisation bien différents de ceux que comporte la formation des ressources humaines requises pour la mise en oeuvre de plans de croissance économique.

4. D'un autre côté, on est actuellement en train de reviser la conception de la fonction sociale de l'éducation. Naguère encore, celle-ci était considérée comme un processus de tradition, de transmission d'un héritage, et, partant, un facteur essentiellement de permanence et de continuité des connaissances et des valeurs, des institutions et des moeurs. Aujourd'hui, l'éducation revendique de plus en plus une fonction de rénovation. Il apparaît chaque jour davantage

que la contribution essentielle de l'éducation au développement se situe sur le plan du changement plus encore que sur celui de la croissance, et que ce que l'éducation apporte en propre à la société, ce n'est pas tant de pouvoir *faire plus* que de pouvoir *se faire autre*, comme la jeunesse actuelle le souhaite si vivement. Il faut donc que la planification du développement tienne compte des possibilités et des exigences de ce climat nouveau.

5. On conçoit dès lors combien il est difficile, pour ne pas dire chimérique, de vouloir procéder à une évaluation strictement quantitative de la contribution de l'éducation au processus de développement. Il ne faut pas oublier non plus que les dimensions temporelles de la planification de l'économie et de la planification de l'éducation diffèrent sensiblement, et qu'en matière d'éducation on ne peut guère faire de prévisions que dans une perspective de 15 à 25 ans.

6. Aussi bien les vrais buts de l'éducation dépassent-ils les intérêts de la société. L'éducation est au service de la personne humaine, et c'est précisément pour cette raison qu'elle peut mettre en question l'organisation, le fonctionnement et les fins de la société et s'affirmer, par rapport à elle, comme un perpétuel facteur de rénovation. L'histoire la plus contemporaine le confirme. On constate partout qu'il est politiquement impossible de doser les crédits affectés à l'éducation uniquement en fonction des besoins de la croissance économique — surtout quand ces besoins sont calculés, comme ils le sont généralement, sur la base du maintien d'une stabilité sociale de valeur discutable —, et aucun gouvernement ne pourra convaincre la jeunesse que les bénéfices de la production agricole ou industrielle sont encore insuffisants ou qu'ils seraient mieux utilisés pour des réinvestissements que pour l'ouverture de nouvelles écoles. A cet égard, l'exemple des pays aujourd'hui les plus avancés n'est pas très encourageant pour les jeunes Etats du tiers monde, puisque, après avoir fait leur révolution industrielle avec des populations à demi analphabètes, ils se trouvent actuellement, en raison du retard accumulé, dans l'impossibilité de sérier rationnellement dans le temps les problèmes qui les assaillent tous à la fois, concernant notamment la démocratisation de l'éducation.

7. Toutes ces considérations convergent vers une même conclusion, à savoir que la planification de l'éducation dans le cadre de la planification globale du développement ne saurait procéder par voie de déduction à partir d'objectifs économiques érigés en impératifs, mais qu'elle peut le mieux s'effectuer à la faveur d'une recherche en commun à laquelle participent politiciens, économistes, réformateurs sociaux et responsables ou spécialistes de l'éducation, et dans laquelle l'éducation tend désormais à figurer du côté de l'innovation plutôt que de la tradition.

8. Certes, on pourra prétendre qu'il faut qu'auparavant l'éducation ait entrepris sa propre rénovation, mais M. Maheu croit pouvoir dire à ce propos que, en ce qui concerne les moyens intellectuels et techniques, les conditions existent d'ores et déjà qui permettent d'engager un processus de mutation irréversible. Il suffit que le mouvement bénéficie de l'appui politique indispensable et de la compréhension de la population. Devant la demande

croissante et insistante d'éducation, la nécessité d'agir rapidement a sans doute poussé les pays sous-développés naguère colonisés, et aussi les pays développés, à recourir à des formules qui présentaient l'avantage d'être toutes prêtes mais qui avaient le défaut d'avoir été mises au point dans un contexte politique, économique et social très différent. L'expérience a d'ailleurs montré le manque de réalisme et d'efficacité de ces formules anciennes consistant à accroître automatiquement le nombre des maîtres et des constructions scolaires pour accueillir des effectifs de jeunes en augmentation constante, auxquels vient s'ajouter une proportion sans cesse croissante des groupes d'âge supérieur. Du reste, parallèlement à cette exigence d'une expansion de l'enseignement de type traditionnel se manifestent les aspirations et les besoins de nouveaux "utilisateurs" de l'éducation, que les systèmes scolaires habituels ne peuvent satisfaire. En effet, dans bien des pays, l'enseignement du type traditionnel ne s'est guère modifié depuis le début du siècle, et il continue d'être conçu et dispensé comme s'il n'avait d'autre destination que de donner une formation d'élite aux enfants des classes économiquement privilégiées entre 7 et 20 ans. Comment dès lors pourrait-il satisfaire le besoin et le devoir désormais universellement reconnus d'instruire non seulement tous les jeunes, mais encore les adultes, notamment les femmes qui souvent n'ont pas bénéficié des mêmes possibilités d'éducation que les hommes, et tous ceux que les exigences d'une vie professionnelle chaque jour plus complexe et l'usure rapide du savoir obligent périodiquement à se "recycler".

9. Dans ces conditions, il ne saurait être question de prolonger davantage les errements anciens, et chaque pays devra opter pour des formules nouvelles, qui devront combiner l'expansion quantitative et l'amélioration qualitative, la démocratisation et l'efficacité, ce qui n'est possible que par une rénovation radicale des systèmes d'éducation et de leurs rapports avec les sociétés auxquelles ils appartiennent.

10. Il est clair tout d'abord que l'éducation, puisqu'elle est appelée à se mettre au service de groupes très variés, est tenue de se diversifier dans ses approches comme dans ses objectifs. Il faudra également procéder à des améliorations sur le plan de l'administration et instaurer, à cet effet, une politique visant à définir et à appliquer des modalités d'utilisation optimale des ressources répondant aux finalités choisies et compatibles avec les moyens disponibles. Il faudra, enfin, former des hommes capables d'obtenir des nouvelles structures le meilleur rendement grâce aux techniques modernes de gestion et de poursuivre les recherches en vue d'améliorer continuellement les systèmes et les méthodes d'enseignement.

11. Tout cela semble une tâche redoutable, mais M. Maheu estime que, par suite du progrès des connaissances, on peut maintenant aborder des problèmes qui, il y a quelques années seulement, pouvaient passer pour insolubles. C'est ainsi que les techniques modernes peuvent s'appliquer à tous les niveaux pour définir les conditions optimales d'utilisation des ressources dans le domaine de l'éducation et permettent souvent, sans supplément de dépenses, de mobiliser au service de l'éducation permanente les puissants

moyens de communication des connaissances et de stimulation intellectuelle et morale qui existent actuellement et qui demeurent très insuffisamment employés à des fins éducatives, tels que la presse, la radio, la télévision, les centres communautaires ou les organisations sportives.

12. Enfin et surtout, la modernisation des techniques a atteint la pédagogie elle-même, c'est-à-dire le cœur de l'éducation. Une meilleure connaissance du processus d'apprentissage, jointe à l'utilisation de certains moyens matériels nouveaux, est en train de modifier radicalement les méthodes d'enseignement, comme le montrent des innovations encore à peine exploitées : l'enseignement programmé, l'enseignement des langues vivantes par les moyens audio-visuels, ou l'enseignement par ordinateur.

13. Pour M. Maheu, la rénovation de l'éducation doit aussi s'accompagner d'une révision parallèle des politiques d'aide à l'éducation. Il est évident que cette révision doit se faire dans le sens d'une générosité accrue en faveur des pays en voie de développement, quelle que puisse être la nécessité de réaliser certaines économies. En effet, les besoins sont à ce point énormes que beaucoup de gouvernements ne pourront poursuivre leur action dans le domaine de l'éducation que s'ils bénéficient de concours extérieurs plus larges. Cela n'est certes pas impossible, car si l'ensemble du monde a consacré en 1967 la somme considérable de 125 milliards de dollars environ à l'éducation, les dépenses militaires ont absorbé au cours de la même année plus de 180 milliards; c'est donc une question de choix.

14. Certes, l'aide extérieure se doit d'apporter aux systèmes existants un supplément de moyens, notamment pour l'édification de l'infrastructure économique-sociale ou pour l'équipement en matériel et en personnel. Mais M. Maheu pense que l'aide internationale en matière d'éducation aux pays en voie de développement peut jouer un rôle encore plus efficace si elle s'oriente résolument vers la rénovation et si elle répond bien à sa vocation, qui est d'être surtout qualitative. Il estime en conséquence que le moment est venu d'utiliser plus systématiquement cette aide internationale qualitative pour engager et guider les entreprises nationales dans la voie de l'innovation.

15. Il est des états-majors qui ont perdu certaines campagnes parce que leurs stratèges avaient reçu une formation qui les préparait aux guerres du passé et non à celles de l'avenir. Au moment où le Conseil économique et social s'apprête à définir la stratégie des grandes batailles de la paix des 10 prochaines années, M. Maheu souhaite qu'il ne confonde pas les conditions et exigences présentes et prochaines du développement avec celles qui prévalaient dans le monde il y a 10 ans. Déjà, un accord s'est fait sur la nécessité d'attacher une importance majeure aux ressources humaines, si gravement négligées au cours de la première Décennie du développement. Il faut admettre en outre que l'homme n'est pas seulement une ressource essentielle de son développement, mais qu'il est aussi et surtout le principe de détermination des fins de ce développement. Aussi M. Maheu conçoit-il la deuxième Décennie du développement comme une décennie du changement et de la croissance par le changement. Or, il n'est pas de plus grand facteur de changement qu'une éducation en renou-

vement, comme il n'est pas de plus grand obstacle au progrès qu'une éducation pétrifiée. Les conditions actuelles sont favorables à une mutation novatrice de l'éducation, dont la société peut sortir régénérée, et c'est la voie dans laquelle l'UNESCO entend s'engager, persuadée que telle est la meilleure contribution qu'elle peut faire au succès des efforts internationaux de développement.

16. M. GORSE (France) dit que la présente session du Conseil économique et social revêt une portée et une signification particulières parce qu'elle a lieu au moment où l'on célèbre le vingt-cinquième anniversaire des Nations Unies, offrant ainsi l'occasion d'une réflexion sur le passé, et qu'elle coïncide avec le début et la mise au point de la deuxième Décennie du développement. D'où sa grande importance au regard de l'avenir.

17. La conjonction de cette commémoration et de ce projet s'opère dans un climat chargé de préoccupations, tant pour les pays en voie de développement que pour les pays industriels. Les premiers craignent que l'attention portée à leurs problèmes par la communauté internationale ne faiblisse, et ils constatent avec inquiétude une diminution relative du volume de l'aide qui est nécessaire pour leur croissance. Les seconds éprouvent de grandes difficultés à faire en sorte que leur développement économique s'effectue dans les conditions d'ordre et d'équilibre indispensables à sa poursuite et ont à faire face à une inflation persistante et contagieuse, qui a acquis récemment une ampleur et une vitesse inquiétantes. Certes, l'interdépendance croissante des économies est une réalité moderne, aujourd'hui reconnue par tous, mais elle n'est pas encore suffisamment ressentie comme une incitation à la coopération. De l'avis de M. Gorse, c'est précisément à partir des problèmes que pose aux gouvernements la situation économique de leurs pays et des obligations qu'elle crée qu'il convient de déterminer les objectifs que la communauté internationale devrait s'assigner dans les 10 années à venir.

18. La conjoncture économique mondiale actuelle est particulièrement ambiguë. Elle se caractérise en effet par la coexistence d'un phénomène — l'inflation — et d'une menace — la récession. Depuis un an et demi, en effet, les principaux pays industrialisés connaissent à des degrés divers une poussée inflationniste qui, dans la plupart des cas, a résisté aux mesures prises pour la combattre mais qui ne correspond pas à un processus universel de surchauffe, puisque, si les appareils de production fonctionnent au maximum de leurs possibilités dans les pays européens et au Japon, on observe depuis plusieurs mois un certain ralentissement de l'activité aux Etats-Unis d'Amérique. En l'occurrence, il s'agit de savoir lequel de ces deux périls — l'inflation ou la récession — est aujourd'hui le plus pressant. Dans la situation présente, c'est la lutte contre l'inflation qui semble requérir une vigilance particulière de la part des gouvernements, qui doivent cependant être conscients du fait que, si la reprise escomptée aux Etats-Unis ne se produisait pas, un processus cumulatif de récession pourrait naître et se développer.

19. La France ne doute pas qu'il est possible de concevoir et de promouvoir une expansion économique harmonisée dont bénéficieraient tous les pays, quel que soit leur stade

de développement. Elle s'est efforcée d'assainir les bases de son propre développement en mettant en oeuvre, en septembre 1969, une politique destinée à assurer le succès de la dévaluation opérée quelques semaines auparavant et à stabiliser sa monnaie, politique qui a déjà donné des résultats tangibles. L'évolution récente de l'économie française présente donc les signes favorables d'une croissance équilibrée et contribue ainsi à l'assainissement de la conjoncture mondiale.

20. Quant aux économies de la plupart des Etats du tiers monde, elles demeurent vulnérables aux fluctuations de cette conjoncture, en raison de leur dépendance à l'égard du commerce extérieur et de l'aide. La surchauffe constatée dans beaucoup de pays industriels a eu immédiatement des effets défavorables sur l'expansion économique des pays en voie de développement. Certes, les prix des produits de base ainsi que les quantités vendues ont augmenté, ce qui a entraîné un accroissement des recettes d'exportation et une amélioration des termes de l'échange, mais ce mouvement, dans la mesure où il se développe dans un contexte d'inflation non maîtrisée, peut être, à terme, plus dangereux que bénéfique. Les tensions sociales et les hausses de prix dans les pays industrialisés ne sont pas favorables à la croissance du volume de l'aide, et la hausse des taux d'intérêt risque de freiner les exportations de capitaux et d'aggraver les problèmes que pose le financement des programmes des institutions internationales. Il apparaît donc que la mise en oeuvre de politiques susceptibles de maîtriser l'inflation sans stopper la croissance est indispensable à la poursuite et au renforcement de la coopération internationale.

21. Depuis quelque temps, les conditions dans lesquelles s'élaborent les relations entre les pays industrialisés et le tiers monde font l'objet d'une revision systématique, qui porte non seulement sur les méthodes mais aussi sur les fondements mêmes de la coopération internationale. Ce sont les règles traditionnelles du commerce, lesquelles ne sont plus adaptées à l'économie des pays moins avancés, qui ont d'abord été remises en cause, notamment au sein d'organismes comme la CNUCED. Maintenant, c'est l'aide qui est soumise à une revision critique. On constate en effet un certain relâchement dans la volonté de certains pays industrialisés d'accroître leur volume d'aide. Certes, cette tendance n'est pas générale, mais elle inquiète les pays en voie de développement et risque d'être interprétée par eux comme un affaiblissement de l'intérêt porté à leurs problèmes. Sur le plan qualitatif, l'efficacité de l'aide est elle-même remise en cause et, étant donné l'extrême diversité des sources d'aide, la nécessité d'une meilleure coordination et harmonisation des formes d'aide par les pays bénéficiaires eux-mêmes apparaît de plus en plus impérieuse. Commune insuffisante cohérence de leur planification ne leur permet pas toujours d'imposer le respect de certaines priorités bien définies, l'urgence d'un renforcement de l'appareil et de l'autorité de cette planification en ressort d'autant plus. Le désir de rendre l'aide plus efficace ne doit naturellement pas servir d'alibi à une réduction ou à un ralentissement de la croissance du volume d'aide.

22. C'est précisément en prenant conscience des insuffisances de la coopération que les Etats Membres des Nations Unies en sont venus à concevoir la deuxième Décennie du développement. Elle vise, d'une part, à introduire plus de cohérence dans le développement du tiers monde et dans la coopération que lui apportent les pays industrialisés et, d'autre part, à mobiliser plus systématiquement l'opinion publique dans la lutte pour le progrès des pays en voie de développement.

23. Pour réussir, la Décennie exige une convergence des efforts des pays en voie de développement et des pays industrialisés. Pour les pays en voie de développement, le projet de stratégie internationale du développement constitue une sorte de modèle idéal de croissance, et il est bien évident que les objectifs retenus ne peuvent être insérés tels quels dans leurs plans de développement et qu'ils devront les adapter à leurs possibilités individuelles. Il en va autrement des mesures préconisées, qui ont été conçues de manière à pouvoir faire l'objet d'une application concrète pour chaque pays pris individuellement, ce qui ne veut pas dire qu'elles doivent être considérées comme définitives ni même comme tout à fait cohérentes dans les priorités dont l'adoption est recommandée.

24. A la base de toute croissance accélérée et continue, il y a deux facteurs fondamentaux. Le premier est l'effort individuel qui devra être fourni par chaque pays en voie de développement, d'autant que le taux de croissance de 6 p. 100 qui a été retenu pour la deuxième Décennie du développement est un objectif ambitieux, qui implique de la part des pays en voie de développement un choix difficile entre des politiques traditionnellement concurrentes, et surtout un accroissement très net du taux d'épargne intérieure. Ce n'est qu'à ce prix que les pays en voie de développement arriveront à imprimer à leur politique de développement l'impulsion continue qui leur permettra d'atteindre sans faiblir des objectifs de croissance élevés.

25. La deuxième condition fondamentale d'une croissance accélérée et harmonieuse est le respect des exigences du développement social et humain. Les taux de croissance économique retenus sont ambitieux et la capacité des populations d'accepter les sacrifices exigés par le développement varie beaucoup d'un pays à l'autre. Il y a partout, à un moment donné, une limite qui ne peut être franchie sans risque grave de conflits sociaux et de troubles plus profonds encore, et chaque pays, en formulant sa politique de développement, devra prendre soin d'énoncer les éléments d'une politique sociale appropriée.

26. Avant d'aborder la question des mesures à prendre par les pays développés, deuxième volet de l'action convergente définie par le projet de stratégie internationale du développement, M. Gorse tient à évoquer la question de la participation des pays de l'Est à l'effort commun, question dont la solution lui paraît indispensable au succès de la future Décennie. Il désire lancer un appel pressant à l'URSS et aux autres pays socialistes de l'Est, qui ont accru au cours de ces dernières années leur assistance aux pays économiquement moins avancés, pour qu'ils participent activement, en dépit des difficultés de procédure ren-



contrées jusqu'ici, à l'élaboration et au lancement de la deuxième Décennie du développement.

27. Les mesures à prendre par les pays industrialisés devront consister essentiellement en un renforcement de l'aide extérieure, que ce soit sous la forme de l'assistance financière proprement dite ou de celle, moins directe, d'une réforme des règles traditionnelles du commerce. L'aide extérieure est naturellement un élément fondamental qui conditionne le succès de la stratégie du développement, et il faut constater que, en dépit des engagements pris par l'ensemble des pays industrialisés, l'objectif de 1 p. 100 du revenu national qui a été adopté à l'unanimité aux première et deuxième sessions de la CNUCED est encore bien loin d'être atteint. Cette situation est, aux yeux du Gouvernement français, particulièrement regrettable; la croissance des pays en voie de développement exige en effet de la part des pays industrialisés un effort important, et il lui paraît indispensable que l'ensemble des pays industrialisés affirment à nouveau leur volonté d'atteindre cet objectif dans un délai précis. En ce qui concerne l'objectif secondaire que constitue le maintien d'un certain volume d'aide publique, la France, qui consacre déjà près de 0,70 p. 100 de son PNB à l'aide publique, serait favorable à la fixation d'un objectif particulier relatif à l'aide publique, à condition qu'il ne soit pas trop élevé et qu'il représente un engagement formel de la part des pays industrialisés.

28. En tout état de cause, le Gouvernement français continuera à assigner à sa politique de coopération à l'égard du tiers monde une place privilégiée et à maintenir la France au premier rang des pays donateurs. Tout en consacrant l'essentiel de son effort à l'aide bilatérale, la France apporte déjà une contribution active à l'aide multilatérale dans le cadre du Fonds européen de développement ou de la Banque asiatique de développement, et elle se félicite des progrès récemment enregistrés dans les négociations sur la troisième reconstitution des ressources de l'IDA, qui ont permis un relèvement très substantiel du niveau des ressources de cette institution et une répartition appropriée des contributions des pays participants. La France entend accroître encore son effort d'aide dans les années à venir, en l'adaptant toujours plus étroitement aux besoins des Etats bénéficiaires, et c'est dans cet esprit que le Gouvernement français a récemment décidé de donner une forme officielle à son intention d'affecter 1 p. 100 du PNB au développement en inscrivant cet objectif dans les options du VI<sup>e</sup> Plan, et qu'il a chargé un comité d'experts d'étudier l'ensemble du problème de l'aide et de lui présenter des propositions.

29. En matière commerciale, les mesures envisagées en faveur des pays en voie de développement portent avant tout sur la mise au point d'un système de préférences tarifaires générales et non discriminatoires applicables aux produits manufacturés de ces pays et sur la stabilisation, à des niveaux rémunérateurs, des cours des produits de base. En ce qui concerne les préférences, le Gouvernement français estime que la mise en oeuvre rapide d'un système de préférences généralisées en faveur des exportations de produits manufacturés des pays en voie de développement constituera une contribution importante à la réalisation des

objectifs de la Décennie. Dans le cadre de la Communauté économique européenne, le système d'association qui fonctionne depuis plus de 10 ans avec les Etats africains et malgache associés a été un instrument efficace de progrès et de stabilité, et le Gouvernement français considère que le maintien de ce régime particulier d'échanges — auquel il attache une importance toute particulière — est compatible avec la mise en oeuvre d'un système de préférences généralisées.

30. Pour ce qui est des produits de base, la France préconise depuis plus de 20 ans une politique mondiale tendant à stabiliser le cours de ces produits à des niveaux rémunérateurs et équitables. Force est cependant de constater l'insuffisance des résultats atteints jusqu'ici, et notamment le fait qu'il n'a pas encore été possible d'aboutir à un accord sur le cacao. La France regrette également que l'initiative récente tendant à faire participer les pays consommateurs au financement d'un stock régulateur dans le cadre du Troisième accord international sur l'étain n'ait pas été plus largement soutenue. Elle se félicite, par contre, des dispositions prises par le FMI pour apporter sa contribution à la stabilisation des cours, et elle espère que la BIRD pourra, de son côté, préciser les modalités de sa participation à ce même effort. Etant donné que les produits de base constituent encore l'essentiel des exportations d'un grand nombre de pays en voie de développement, il lui paraît en effet indispensable de parvenir rapidement à la mise au point d'accords satisfaisants, en concentrant tous les efforts sur la recherche de solutions concrètes et pratiques.

31. Cet ensemble de mesures à prendre par les pays industrialisés et par les pays en voie de développement constitue la substance même de la stratégie du développement, et M. Gorse pense qu'il serait bon de préciser la portée des recommandations adressées à chaque pays et le rôle du Conseil économique et social. La portée qu'il convient d'attribuer à la Décennie a déjà donné lieu à d'abondantes discussions, les uns estimant que des engagements formels devraient être pris tant par les pays développés que par les pays en voie de développement, et les autres considérant qu'elle ne peut constituer qu'un cadre général de référence. A son avis, la bonne interprétation se situe à mi-chemin de ces deux positions extrêmes. D'une part, il ne semble pas possible de demander à des Etats souverains d'admettre que des mesures internationales peuvent donner naissance à des obligations contraignantes alors que leur planification interne ne le fait pas. D'un autre côté, la Décennie doit être, sous peine de perdre tous son sens, l'expression d'une volonté commune et, à ce titre, consacrer solennellement l'unanimité des vues sur certains points essentiels.

32. Pour ce qui est du rôle du Conseil économique et social, la multiplicité des problèmes et des techniques mis en jeu par la stratégie arrêtée pour les 10 ans à venir implique la désignation d'un organe central coordinateur, et, de l'avis de la délégation française, cet organe ne peut être que le Conseil économique et social, étant entendu qu'il exercera ce rôle avec l'appui du Comité de la planification du développement et en liaison étroite avec les

institutions spécialisées et les commissions économiques régionales et qu'il devra soumettre le résultat de ses délibérations à l'Assemblée générale, qui tranchera en dernier ressort. Il importe que l'intervention du Conseil ne se borne pas à une simple formalité, mais qu'il apparaisse comme le centre d'inspiration et de stimulation de la future Décennie. C'est donc à lui que devrait incomber le soin de mettre au point le mécanisme d'évaluation des progrès accomplis au cours de la Décennie, ainsi que la responsabilité principale de traiter des problèmes de l'application de la science et de la technique au développement.

33. Le projet de la deuxième Décennie du développement constitue, aux yeux de la délégation française, un des meilleurs essais d'harmonisation des déterminations collectives des pays développés aussi bien que des pays en voie de développement. L'expérience acquise par les pays développés au cours des étapes qui les ont conduits à la phase industrielle où ils sont actuellement peut être utile aux pays en voie de développement. Il ne suffit pas de fixer pour ces pays un taux de croissance économique ambitieux : il faut jeter très vite les bases d'une politique sociale hardie tenant largement compte des éléments qui favorisent l'épanouissement humain dans tous les domaines. L'extension du réseau des communications sociales diffuse rapidement à travers le monde, même dans les pays en voie de développement, les problèmes du monde industriel, et le passage à une ère nouvelle revêt la forme d'un défi planétaire qui devrait, non pas décourager, mais stimuler, la coopération internationale. Certes, il est admis que les pays en voie de développement seront les principaux artisans de leur avenir économique, social et humain, mais l'apport de la coopération internationale demeurera un élément indispensable au progrès commun, et, pour aller de l'avant, l'humanité devra affirmer une solidarité croissante dans les domaines de plus en plus nombreux dont dépend sa survie.

34. M. VRATUŠA (Yougoslavie) est convaincu que si l'on réfléchit, en cette année qui marque le vingt-cinquième anniversaire des Nations Unies, au chemin parcouru et aux tâches que réserve l'avenir, ce qui paraît le plus nécessaire, c'est d'agir avec hardiesse et détermination. Comme l'a dit à la 1696<sup>e</sup> séance le Secrétaire général des Nations Unies, il faut moins d'études théoriques sur le processus du développement et plus d'action, puisque l'on connaît maintenant tous les éléments nécessaires.

35. A la veille du début de la deuxième Décennie du développement, pour laquelle une véritable stratégie du développement doit être adoptée, la quarante-neuvième session du Conseil économique et social doit être l'occasion d'un progrès réel dans le domaine de la coopération internationale en vue du développement. En effet, celle-ci est actuellement marquée par un climat de crise. A la fin de la première Décennie du développement, on s'aperçoit que, loin d'avoir diminué, le fossé qui sépare les pays avancés des pays en voie de développement s'est élargi dans des proportions alarmantes. Alors qu'une véritable révolution technique est en train de se produire dans les régions développées du monde, le développement des autres régions accuse un retard de plus en plus marqué. Un véritable "colonialisme technologique" menace celles-ci. Malgré tous

les efforts que les pays en voie de développement déploient pour s'industrialiser, leur participation à la production industrielle mondiale demeure stagnante et les conditions élémentaires qui permettraient un véritable transfert des techniques n'ont pu être réalisées. En matière de production agricole et surtout de production alimentaire, la plupart des pays en voie de développement ne peuvent faire face à l'accroissement démographique, malgré ce qu'on appelle la "révolution verte", tandis que les mesures de protectionnisme prises dans les régions développées aggravent encore la situation. La part des pays en voie de développement dans le commerce mondial diminue régulièrement. Comment ces pays peuvent-ils espérer s'intégrer au progrès mondial, alors que les conditions préalables d'une division internationale du travail plus rationnelle n'existent pas? Le transfert de ressources financières extérieures en faveur du développement économique de ces pays est pratiquement resté au même niveau depuis 1963 et accuse un fléchissement continu si on le compare à l'objectif de 1 p. 100 du PNB des pays développés. Si ces tendances se maintiennent, il est probable que les pays en voie de développement, surchargés de dettes par ailleurs, ne pourront ni accélérer leur développement ni même maintenir leur taux de croissance actuel. Les tendances défavorables qui semblent actuellement devoir succéder à une période de dynamisme économique dans les pays développés ne sont pas faites pour apaiser ces craintes.

36. Il ne suffit plus de lancer des appels éloquentes. Ce qu'il faut, c'est traduire véritablement dans les faits une conception nouvelle de l'expansion économique mondiale, fondée sur l'égalité, l'intérêt mutuel et la solidarité internationale, qui permette d'assurer le développement harmonieux des relations internationales et de garantir une paix durable. Les pays en voie de développement s'efforcent de mobiliser au maximum leurs ressources humaines et matérielles, en renforçant leur coopération mutuelle. Mais leurs efforts sont limités, non seulement par un potentiel encore inexploité, mais aussi par des facteurs extérieurs indépendants de leur volonté. L'accélération du processus de développement de ces pays doit donc faire l'objet d'un programme d'action prioritaire mis en oeuvre par la communauté internationale tout entière; c'est là le problème central de la stratégie du développement pour la deuxième Décennie.

37. Le développement ne se traduit pas uniquement par des impératifs économiques, tels qu'un taux de croissance de 6 ou 7 p. 100. C'est aussi un processus politique et social. C'est la réalisation d'un niveau de vie compatible avec la dignité humaine et générateur de stabilité socio-économique, qui permette à l'homme de participer activement à la vie publique, de satisfaire ses besoins culturels et, d'une façon générale, de développer sa personnalité; c'est ouvrir aux jeunes générations des perspectives nouvelles, qui fassent appel à leur esprit créateur et à leur dynamisme. On ne saurait trop souligner, à cet égard, le rôle essentiel de l'éducation, qu'a si bien montré le Directeur général de l'UNESCO. Le but final que doit viser toute politique internationale en la matière est un développement équilibré à l'échelle mondiale, par l'utilisation plus rationnelle des ressources productives et du potentiel humain, dans toutes

les régions du monde, et plus particulièrement dans les pays en voie de développement. Conçue dans cet esprit, la deuxième Décennie du développement permettra de renforcer à la fois l'indépendance nationale de chaque pays et la coopération amicale entre les Etats, quels que soient leur système socio-économique ou leur degré de développement.

38. C'est dans cet esprit aussi qu'il faut évaluer les résultats de deux années de préparation en vue d'une stratégie internationale du développement, contenus dans le rapport du Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sur sa sixième session<sup>1</sup>. Malgré les efforts faits par ce comité pour définir les principaux objectifs de la stratégie du développement, le document présenté est incomplet, car le Comité n'a pu parvenir à un accord sur certaines questions fondamentales relatives au financement et au commerce international, du fait notamment que les plus puissants des pays développés n'ont pas encore la volonté réelle de s'engager à atteindre les objectifs visés.

39. Ces difficultés sont apparues clairement dans le cadre des efforts déployés par la CNUCED pour élaborer sa contribution à la deuxième Décennie. La CNUCED a pourtant enregistré des progrès dans certains domaines, en particulier en ce qui concerne un système de préférences généralisé non discriminatoire et sans réciprocité. Pour les pays en voie de développement, la CNUCED, à laquelle des ressources considérables sont consacrées, représente un nouvel espoir dans leur lutte pour se libérer des séquelles du colonialisme, pour consolider leur indépendance et pour résoudre les problèmes du développement. Le stade où elle se contentait d'identifier les problèmes et de formuler des principes généraux est maintenant dépassé. Ce dont ces pays ont besoin maintenant, c'est d'une action concrète et d'engagements qui contribuent réellement à l'accélération de leur développement économique. Pour cela, il faut que tous les membres de la CNUCED aient la volonté politique de renforcer ses pouvoirs de négociation et d'exécution, sans diminuer son rôle de centre d'étude international des politiques économiques et commerciales.

40. Il est probable que la conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui va se tenir à Lusaka examinera en priorité la question du développement, surtout en ce qui concerne la stratégie commune à arrêter en matière de relations économiques internationales, la coopération économique mutuelle entre pays non alignés et une meilleure mobilisation des ressources. Étant donné les différents degrés de développement qui caractérisent ces pays et les difficultés très diverses auxquelles ils doivent faire face, il est certain que les programmes régionaux et interrégionaux de coopération joueront un rôle de plus en plus important. Ce sont ces programmes, d'ailleurs, qui doivent servir de point de départ et de pilier à une action à long terme à l'échelle mondiale, et ils pourront être aussi un point de ralliement pour la mobilisation des capitaux étrangers et le transfert des techniques. C'est ce que veulent, en tout cas, les pays en voie de développement.

41. Pour ce qui est des pays développés, la question cruciale à régler est celle du transfert du montant de 1 p. 100 de leur PNB en faveur des pays en voie de développement. Cet objectif, conjugué avec l'entrée en vigueur aussi rapprochée que possible d'un système généralisé de préférences, est au centre même de la stratégie internationale du développement. Si l'on ne parvient pas à prendre des engagements concrets en vue d'atteindre cet objectif de 1 p. 100 pendant les premières années de la Décennie, il est à peu près certain que les pays en voie de développement ne pourront pas atteindre le taux de croissance espéré. Une question tout aussi importante est celle de l'augmentation de la part d'aide publique dans le volume total de l'aide, qui devrait atteindre le plus rapidement possible 0,75 p. 100 du PNB.

42. La composition actuelle de l'assistance internationale suscite des inquiétudes : bien que le principe de l'assistance multilatérale soit généralement accepté, les ressources dont disposent les institutions multilatérales de financement accusent un fléchissement continu en termes absolus. Le Gouvernement yougoslave estime, comme le Secrétaire général des Nations Unies, qu'une part beaucoup plus importante de l'aide extérieure devrait être fournie par l'intermédiaire des Nations Unies. Il est indispensable, à cet effet, que soient augmentées les ressources du PNUD et que tous les pays contribuent au Fonds d'équipement. L'activité de la BIRD et de ses filiales doit être renforcée, notamment en accroissant les ressources de l'IDA. La Yougoslavie serait aussi favorable à la création d'un Fonds d'urgence et de solidarité pour faire face aux catastrophes naturelles.

43. Des mesures radicales sont nécessaires pour améliorer les conditions du financement, sous peine de voir bientôt les courants de capitaux sortant des pays en voie de développement dépasser le montant des ressources financières qui entrent dans ces pays.

44. Le document établi par le Comité préparatoire laisse aussi sans réponse plusieurs questions importantes dans le domaine du commerce international, telles que les mesures à prendre par les pays développés pour ouvrir davantage leurs marchés aux produits des pays en voie de développement et pour procéder à des aménagements de structure qui faciliteraient l'absorption de produits venant de ces pays. Si la situation actuelle ne se modifie pas rapidement, les pays en voie de développement se trouveront dans l'impossibilité d'accroître leurs recettes d'exportation. Il est encourageant, à cet égard, de constater que de nombreuses personnalités des pays développés comprennent maintenant le point de vue des pays en voie de développement. Bien que le Gouvernement yougoslave ne partage pas toutes les opinions exprimées par ces personnalités, il reconnaît que certaines propositions avancées dans leurs études représentent une contribution importante aux efforts que font le Conseil économique et social et l'Assemblée générale pour trouver des solutions aux questions cruciales qui sont demeurées sans réponse dans le document du Comité préparatoire. En un sens, ces propositions répondent aux exigences définies dans la Charte d'Alger et dans d'autres documents établis par le Groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement.

<sup>1</sup> A/7982, communiqué au Conseil par note du Secrétaire général (F/4876).

45. Au cours des travaux du Comité préparatoire, la question s'est posée de savoir si le document qui serait mis au point sur la stratégie du développement devrait avoir un caractère d'obligation juridique contraignante. Il faut rappeler que la procédure d'élaboration de ce document a fait appel à la négociation et au consensus au point qu'il constitue un document adopté à l'unanimité par les participants. Ce document n'a pas force d'obligation contraignante, puisqu'il n'est pas soumis à ratification, mais il doit être considéré comme une forme élevée d'accord politique entre gouvernements, qui doivent se sentir moralement obligés de le respecter en prenant des mesures concrètes pour réaliser les objectifs définis pour la deuxième Décennie. Il devrait donc être étudié à l'échelon politique le plus élevé et porté à la connaissance du public, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement.

46. Il convient de rappeler aussi que le Comité préparatoire n'était pas universellement représentatif, et que le document a été établi en l'absence de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes d'Europe orientale. Comme ces pays participent de plus en plus activement aux efforts en vue d'aider les pays en voie de développement, il faut espérer que tous les membres du Conseil économique et social témoigneront d'une attitude clairvoyante devant cette situation et pourront trouver une solution satisfaisante et acceptable pour tous.

47. En choisissant la deuxième Décennie du développement comme principal sujet des délibérations de sa quarante-neuvième session, le Conseil a montré qu'il était désireux de marquer le vingt-cinquième anniversaire des Nations Unies par une action de caractère concret. Il faut qu'il se montre capable de coordonner efficacement toutes les activités des organes des Nations Unies chargés des questions de développement. A cet égard, la nécessité de définir plus clairement le rôle et les tâches essentielles du Conseil, et d'adapter ses méthodes de travail et son organisation en conséquence, devient de plus en plus urgente, surtout depuis la création d'organes tels que la CNUCED, l'ONUDI, le PNUD, le PAM, etc., et elle ne fera que croître avec les nouvelles exigences liées au progrès scientifique et technique. Certes, la composition du Conseil a été élargie, mais ses possibilités d'action et ses méthodes de travail sont demeurées plus ou moins les mêmes. Il est temps d'agir fermement pour introduire les innovations nécessaires et assurer la participation la plus efficace des gouvernements aux travaux du Conseil. Il s'agit là d'un problème très complexe, qui ne peut être isolé de la question plus générale d'adaptation du système tout entier des Nations Unies.

48. Dans le domaine de la coopération régionale, le Conseil devrait prendre des mesures pour orienter les commissions économiques régionales vers des tâches nouvelles et plus larges dans le cadre de la stratégie internationale du développement. Ce sont elles, en effet, qui assumeront surtout la tâche d'évaluer les programmes de la deuxième Décennie sur une base régionale.

49. Tous les efforts doivent donc tendre, au cours de la présente session, à résoudre les questions de la stratégie internationale qui restent en suspens et à présenter à

l'Assemblée générale, à cette session d'anniversaire, un document complet sur une stratégie globale du développement pour la deuxième Décennie. La délégation yougoslave est prête à coopérer pleinement à tous les efforts qui seront faits dans ce sens.

50. M. JOHNSON (Jamaïque) dit que, au cours des 25 années d'existence de l'ONU, c'est dans le domaine économique et social que les organismes des Nations Unies ont le plus fait pour répondre aux besoins des pays en voie de développement. Pour cette raison, la délégation jamaïque tient à proposer que le Conseil exprime sa reconnaissance au Secrétariat de l'ONU et aux divers organismes des Nations Unies qui ont exercé leurs activités dans ce domaine.

51. Malheureusement, depuis la signature de la Charte, on a constaté que les pays se développent à un rythme inégal. D'un côté, les pays dévastés par la seconde guerre mondiale ont rapidement rétabli leur économie et fait de grands progrès, grâce à leur travail, mais aussi à une assistance généreuse. D'un autre côté, les pays libérés du colonialisme, s'ils ont été considérablement aidés par les Nations Unies, ont bénéficié par ailleurs d'une assistance beaucoup moins compréhensive et généreuse que les pays développés. C'est là un fait regrettable, car les pays en voie de développement ont grandement contribué au progrès économique et social des pays développés. En raison de ce traitement inégal, un fossé de plus en plus grand s'est creusé entre les niveaux de vie des peuples de ces deux catégories de pays. A cet égard, une prise de conscience s'est manifestée au moment du lancement de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, mais, aujourd'hui, il faut bien constater que les résultats de cette décennie sont loin d'être satisfaisants. Cela rend d'autant plus nécessaire la deuxième Décennie, dont le lancement coïncide avec le vingt-cinquième anniversaire des Nations Unies.

52. Le Conseil est saisi, à propos de la deuxième Décennie, du projet de stratégie internationale du développement présenté par le Comité préparatoire, conformément à la résolution 2411 (XXIII) de l'Assemblée générale. Un des principes fondamentaux de ce projet est que les pays en voie de développement doivent eux-mêmes assumer la responsabilité primordiale de leur développement. Mais il est aussi reconnu que leurs efforts ne suffiront pas pour atteindre les objectifs désirés; il faut que les pays développés, de leur côté, adoptent à leur égard des politiques économiques et commerciales plus favorables.

53. Dans de nombreux domaines, il n'y a pas encore unité de vues sur la stratégie du développement; il faut que la présente session du Conseil ainsi que la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale permettent un plus large accord. Sans constituer un traité international, le projet de stratégie reflète une volonté collective d'oeuvrer pour que les nations les plus pauvres réalisent des progrès substantiels dans le domaine économique et social; il faut donc que les pays développés comme les pays en voie de développement considèrent le projet comme les engageant moralement. M. Johnson fait siennes les observations que vient de formuler le représentant de la Yougoslavie à ce sujet.



54. M. Johnson note également que dans le projet de stratégie sont proposées des solutions aux questions qui continuent à se poser à la CNUCED.

55. Le projet de stratégie souligne la nécessité d'une planification intégrée du développement économique et du développement social; c'est là une nécessité primordiale, à tous les niveaux national, subrégional, régional et international, et, s'il n'en est pas suffisamment tenu compte, des tensions sociales risquent de se manifester.

56. Un autre aspect très important de la stratégie est la mobilisation de l'opinion mondiale en faveur de la deuxième Décennie. A cette fin, les mesures prises au niveau national doivent être clairement exposées au public, car une opinion publique éclairée est la meilleure garantie du succès; les populations des pays développés et des pays en voie de développement doivent être informées, dans un langage simple, des objectifs de la Décennie, du rôle qu'elles doivent y jouer et des sacrifices qu'elles doivent consentir, dans leur propre intérêt. La délégation jamaïcaine se félicite que le Centre de l'information économique et sociale ait été transféré au Département des affaires économiques et sociales pour faciliter ce travail de mobilisation de l'opinion.

57. En ce qui concerne les engagements précis prévus dans le projet de stratégie, la fixation de dates revêt une grande importance. Un taux annuel moyen de croissance économique de 6 p. 100 est prévu pour les pays en voie de développement; si les mesures prévues ne sont pas appliquées dès le début de la Décennie, il sera impossible d'atteindre ce taux et l'ensemble de la stratégie s'effondrera.

58. Dans le domaine du commerce, la délégation jamaïcaine attache évidemment une grande importance à la question de l'accès des exportations de produits finis et semi-finis des pays en voie de développement aux marchés des pays développés, ainsi qu'à la conclusion d'accords internationaux sur les produits de base pour assurer une rémunération raisonnable aux producteurs. Elle accueille avec satisfaction les mesures visant à éliminer les obstacles tarifaires et autres imposés par les pays développés, ainsi que les pratiques commerciales restrictives.

59. Pour ce qui est de l'aide, on s'est mis d'accord en principe sur l'objectif de 1 p. 100, mais il est décevant de constater que certains des principaux donateurs du monde développé n'ont pu accepter 1972 comme date limite pour atteindre cet objectif. En revanche, il faut féliciter les pays développés qui ont déjà atteint ou dépassé l'objectif de 1 p. 100 et sont disposés à maintenir ce niveau, ainsi que ceux qui sont prêts à accepter l'année 1972 comme date limite. Il est également satisfaisant de noter que les pays développés étudieront les diverses suggestions avancées par la CNUCED pour la libéralisation des prêts, en vue d'appliquer ces suggestions avant la fin de la Décennie.

60. L'application de la technologie moderne jouera un grand rôle dans le progrès économique et social des pays en voie de développement pendant la deuxième Décennie. Il faut veiller à ce que la technologie la plus récente soit introduite dans ces pays. Le transfert des techniques pose un certain nombre de problèmes délicats : il faut former du

personnel dans les pays en voie de développement; il faut étudier la question des conventions internationales sur les brevets, pour les réviser le cas échéant; de plus, les pays en voie de développement doivent avoir accès dans des conditions raisonnables aux techniques ne faisant pas l'objet de brevets. D'autre part, des mesures devront être prises pour accélérer le développement de la technologie nationale dans les pays en voie de développement.

61. Il est également nécessaire que les pays développés consacrent une proportion accrue de leurs dépenses de recherche et de développement à l'étude des problèmes particuliers des pays sous-équipés; ils doivent faire un effort en ce sens dans leur secteur public, et aussi encourager leur secteur privé à étudier ces problèmes. Les pays développés pourraient ainsi, d'ici à la fin de la Décennie, consacrer 5 p. 100 de leurs dépenses de recherche et de développement aux problèmes des pays du tiers monde - objectif mentionné au paragraphe 60 du projet de stratégie. La délégation jamaïcaine est consciente du fait que la création d'un lien entre le système des droits de tirage spéciaux et le financement du développement de tous les pays sous-équipés pose un problème particulier. Elle comprend le souci qu'ont les pays développés membres du FMI de veiller à ce que le système des droits de tirage spéciaux fonctionne dans de bonnes conditions; cependant, elle est déçue de voir que certains de ces pays refusent d'accepter, ne serait-ce qu'en principe, la création d'un tel lien. Il faut espérer que ces pays reviendront sur leur position au début de la Décennie.

62. La délégation jamaïcaine note avec une grande satisfaction que le projet de stratégie tient dûment compte des problèmes particuliers qui se posent aux pays en voie de développement les moins avancés; l'unité de vues qui s'est manifestée à cet égard est encourageante.

63. Elle attache aussi une grande importance à la question de l'examen et de l'évaluation de la stratégie pendant toute la Décennie. Elle appuie sans réserve la désignation du Comité de la planification du développement comme organe chargé de procéder à cet examen afin d'aider l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil, à évaluer les progrès accomplis.

64. M. Johnson termine en rappelant qu'à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale le Secrétaire général a déclaré que l'ONU a 10 ans pour prouver son efficacité, et que, si elle n'y parvient pas, elle disparaîtra. Cette déclaration fait ressortir toute l'importance de l'adoption et de l'application d'une stratégie du développement efficace. La session du Conseil doit faciliter la mise au point de cette stratégie, en s'attachant tout particulièrement aux aspects précis et concrets.

65. Dans son allocution de la 1696e séance, le Secrétaire général a présenté des suggestions que la délégation jamaïcaine a jugées extrêmement intéressantes, notamment celle qui tend à relier les progrès accomplis dans la Décennie du développement aux progrès réalisés dans la Décennie du désarmement, et celle qui vise à ce que le Conseil examine les plans et propositions de la première et de la deuxième session de la CNUCED et ceux de la stratégie de la deuxième Décennie en vue d'établir un calendrier et des

objectifs minimaux d'application. Elle souhaite vivement que le Conseil examine ces suggestions et prenne les mesures nécessaires.

66. M. TWIGT (Organisation de l'aviation civile internationale) indique que, depuis de nombreuses années, l'accroissement du trafic aérien civil se maintient au taux sensiblement constant de 15 p. 100. C'est encore le chiffre qui a été atteint en 1969. Le taux d'accroissement du trafic passagers et du courrier a été légèrement inférieur à ce chiffre, mais le taux d'accroissement du fret a été sensiblement supérieur. A la présente session du Conseil, il est bon de tenir compte de ces taux et de cette vigueur du développement des transports aériens, et de commenter brièvement les questions d'intérêt général qui se posent à cet égard.

67. A l'heure actuelle, il faut attacher une extrême importance, dans l'intérêt du public, aux problèmes posés par les attaques répétées perpétrées contre les avions et les passagers et par les cas, encore plus fréquents, de saisies illégales d'appareils. Il y a une semaine, le nombre des incidents de ce genre survenus depuis le 1er janvier 1969 atteignait 127. Au cours de la même période, on a relevé 11 cas de poursuites et de sanctions contre les auteurs de ces délits; ces sanctions sont allées de 2 mois de prison à la prison à vie. Pour apporter des solutions à ces problèmes, l'OACI a convoqué une session extraordinaire de son Assemblée — la deuxième dans ses 25 années d'existence — à Montréal, du 16 au 30 juin. Au cours de cette session extraordinaire, des résultats positifs ont été atteints.

68. Dans le domaine technique, des normes immédiatement applicables par tous les Etats ont été définies sur les points suivants : mesures de sécurité pour la protection des appareils au sol et fouille des passagers, des équipages, des bagages, du courrier et du fret; mesures de sécurité à prendre à proximité des aéroports; mesures de sécurité en vol; pour l'avenir, éléments à incorporer, par souci de sécurité, dans l'étude et la construction des aéroports et des avions.

69. Dans le domaine juridique, l'OACI a, en 1963, convoqué à Tokyo une conférence diplomatique qui a établi une Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs. Malheureusement, peu d'Etats ont ratifié cette convention; c'est pourquoi, à sa dernière session, l'Assemblée de l'OACI a prié les Etats qui n'ont pas encore ratifié ce texte de le faire. De plus, elle a demandé une ratification rapide de la nouvelle convention sur la capture illicite d'aéronefs, qui sera présentée à la signature lors d'une conférence diplomatique que l'OACI convoquera en décembre. Elle a également prié le Conseil de l'OACI de prendre les mesures nécessaires pour l'élaboration d'une nouvelle convention sur les actes de violence commis contre les avions civils et les services au sol. Elle a aussi demandé aux Etats de promulguer des lois en vue de poursuivre ou d'extrader les auteurs d'infractions conformément à la pratique nationale. Enfin, elle a adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle les Etats ont affirmé leur intention de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les actes

illégaux de nature à gêner le fonctionnement de l'aviation civile et de ses services.

70. Pour résoudre ces problèmes, l'OACI a donc fait tout ce qu'il lui est possible de faire dans son domaine de compétence. Le succès des mesures prises dépendra maintenant de l'attitude des Etats.

71. M. Twigt évoque ensuite la question de l'application de la science et de la technique aux problèmes des pays en voie de développement, dans le domaine de l'aviation civile. Il estime que cette question doit être étudiée en relation avec les questions pratiques qui se posent, et non dans l'abstrait. En effet, il faut tenir compte de questions de coûts relatifs, de compatibilité avec d'autres systèmes techniques, de répercussions sociales, d'incidences juridiques, etc. M. Twigt pense qu'une telle approche a l'avantage de la simplicité, et il pense même que l'OACI n'est pas la seule organisation pour laquelle cette approche est préférable, car elle éviterait d'engager des organisations dans l'examen de questions qui, en définitive, ont peu d'intérêt pour elles.

72. Au sujet de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, M. Twigt indique que l'OACI a déjà rédigé un certain nombre de documents sur l'aviation civile à l'intention du Comité préparatoire, du Comité de la planification du développement et du CAC. Rappelant que les organes de l'ONU ont attaché une grande importance à la fixation d'un taux d'accroissement du produit national — 6 p. 100 par an environ —, M. Twigt note que le taux d'accroissement du trafic aérien mondial — 15 p. 100 par an — sera probablement supérieur à tout autre taux de croissance jugé nécessaire. On peut conclure que, dans le domaine de l'aviation civile, l'objectif doit être de réaliser les possibilités offertes par le progrès technique, tout en maintenant le taux de croissance actuel. Le moment est venu d'un effort d'étude et de réflexion orienté vers un développement plus équilibré et une meilleure efficacité des transports aériens et, en ce qui concerne les pays en voie de développement, vers l'accroissement des avantages qu'ils peuvent tirer de leur participation aux activités de l'aviation civile. L'évolution des dimensions et d'autres caractéristiques des avions exige un effort accru des gouvernements en ce qui concerne les services au sol. A la session de 1968 de l'Assemblée de l'OACI, un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'une participation des trois parties intéressées — fabricants, compagnies aériennes et gouvernements — à la planification de la mise en service de nouveaux types d'appareils. C'est là une question qui a des incidences sociales et économiques à propos desquelles il ne suffit pas d'établir des normes; comme pour beaucoup de questions dont l'OACI s'occupe, il faut avoir recours à un processus de consultations. Dans cette perspective, l'Assemblée de l'OACI a demandé une étude sur l'applicabilité du procédé de "planification des systèmes" pour la mise en service de nouveaux avions; cette étude est en cours, et des considérations préliminaires ont été communiquées à tous les Etats pour observations.

73. L'OACI porte aussi de l'intérêt à la question des effets des transports aériens sur le milieu humain. L'Assemblée de l'OACI a demandé la convocation d'une Réunion spéciale

sur le bruit des aéronefs au voisinage des aérodromes, qui s'est tenue en 1969 et a défini des normes internationales et des directives sur la question. Le Conseil de l'OACI a chargé un comité permanent d'étudier la question et de formuler des recommandations concernant les nouvelles mesures à prendre le cas échéant. L'Assemblée de l'OACI a également demandé une étude de la nature et des moyens de mesure de la détonation supersonique et de ses effets, ainsi qu'une étude des conditions à imposer pour l'utilisation d'appareils supersoniques, afin de limiter ses effets d'une manière jugée acceptable par le public. Cette question est étudiée de manière constante par un groupe spécial d'experts et, périodiquement, par le Conseil de l'OACI. M. Twigt rappelle enfin que l'OACI participe à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain, qui se tiendra en 1972.

74. M. STANOVNIK (Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe) souligne que, malgré son unité géographique, la région européenne a des problèmes économiques très divers. Les pays qui la composent appartiennent à des systèmes socio-économiques différents et doivent par conséquent résoudre des problèmes différents, à l'aide de concepts politiques différents. Toutefois, au fur et à mesure que se développe la coopération entre ces pays, des points communs se dégagent sur le plan de l'évolution économique.

75. Dans les pays d'Europe orientale et en Union soviétique, le revenu national a augmenté d'environ 6 p. 100 en 1969. Les taux de croissance ont été, dans la plupart de ces pays, légèrement inférieurs à la moyenne des trois années précédentes, mais l'on pense que les objectifs de croissance fixés par les plans quinquennaux actuels (1966 à 1970) seront atteints. Dans les pays à économie planifiée, l'accent a été mis sur deux points principaux : augmentation de l'efficacité économique et promotion du commerce extérieur. Une plus grande productivité de la main-d'œuvre contribue de manière croissante au développement de la production industrielle, et une réduction des apports supplémentaires de main-d'œuvre à l'industrie permet de développer l'emploi dans le secteur des services. Dans plusieurs pays, la productivité des investissements s'accroît aussi de façon sensible. Ces faits témoignent d'une stratégie de croissance qui met l'accent sur l'importance du développement qualitatif. Le deuxième point important à souligner est l'accélération du développement du commerce extérieur, qui est aussi l'indication d'une meilleure utilisation des ressources sur le plan international. Les gouvernements de ces pays étudient à l'heure actuelle des plans à moyen terme pour les cinq prochaines années, dans une optique de planification prospective qui va beaucoup plus loin et tient pleinement compte de l'amélioration des ressources humaines et matérielles.

76. En Europe occidentale, l'année 1969 a été marquée par une croissance extrêmement rapide, presque comparable à celle qu'on avait enregistrée pendant les trois meilleures années de la période d'après-guerre. La production industrielle a augmenté d'environ 9 p. 100 et le PNB d'environ 6 p. 100. Les données recueillies sur les quatre ou cinq derniers mois confirment ce qu'indiquait la dernière

"Etude sur la situation économique de l'Europe", à savoir que les tendances qui contribuent à une augmentation rapide de la demande et de la production restent très fortes. Pour l'ensemble de l'Europe occidentale, il semble que le taux d'accroissement du produit national atteindra en 1970 au moins 5 p. 100, contre 6 p. 100 en 1969 et 4 p. 100 environ pour la tendance à long terme. Les pays d'Europe occidentale ont profité de l'expansion du commerce mondial qui s'est maintenue pendant les premiers mois de 1970, et à laquelle ils ont contribué. Les exportations à destination de l'Amérique du Nord n'ont guère été affectées jusqu'ici par la récession qui se manifeste aux Etats-Unis.

77. Toutefois, en dépit de ces tendances encourageantes, l'accélération de l'inflation est partout un sujet de préoccupation. On assiste, dans presque tous les pays d'Europe occidentale, à une accélération de la hausse des prix. Il n'y a guère de pays où les indices des prix à la consommation aient augmenté de moins de 4 p. 100 pendant les douze derniers mois. L'augmentation des prix s'est accompagnée d'un accroissement des salaires d'environ 10 p. 100 pendant la même période. La question de savoir si ce sont les prix qui font monter les salaires ou l'inverse a peu d'importance. Ce qui est clair, c'est que, comme l'expérience l'a déjà montré, l'inflation risque de se prolonger pendant de nombreux mois lorsque le rythme de la production aura commencé à ralentir. L'un des traits les plus préoccupants de l'inflation des prix est que, dans la plupart des pays, la hausse des salaires a peu contribué à améliorer le sort des salariés les moins bien rémunérés. Une autre conséquence préoccupante de cette inflation généralisée des prix a été l'augmentation des prix à l'exportation dans tous les pays d'Europe occidentale. C'est ainsi que l'inflation se propage, et c'est cet aspect-là qui est le plus préoccupant pour le reste du monde. Ainsi, les prix à l'exportation des articles manufacturés, qui pendant 10 ans avaient augmenté à un taux annuel de 1 p. 100 seulement, ont augmenté de 4 p. 100 depuis la fin de 1968.

78. Maintes autorités ont à plusieurs reprises souligné qu'enrayer l'inflation devait être l'objectif principal des pays occidentaux. Certes, il ne faut pas sous-estimer les perturbations qu'engendre l'inflation sur le plan économique et social. Toutefois, deux remarques s'imposent. La première est que l'on continue à préconiser le remède traditionnel, qui consiste à limiter la demande et la production, même si certains éléments nouveaux sont parfois incorporés dans les politiques proposées. Or, l'expérience a montré que ce remède, pour avoir une certaine efficacité temporaire, doit être appliqué de manière si énergique que certains considèrent qu'il est pire que le mal qu'il doit guérir. En outre, les pertes qui en résultent, en termes de croissance économique et d'investissements, ont des répercussions non seulement sur le pays intéressé, mais aussi sur ceux qui dépendent de son marché. En outre, il ne s'agit jamais que d'un palliatif provisoire.

79. La deuxième remarque à faire est que, s'il est vrai qu'une montée des prix et des salaires accompagne généralement une expansion rapide de la production, beaucoup s'accordent à reconnaître que les pressions qui s'exercent actuellement en matière de salaires représentent tout autre

chose. Dans tous les pays de la région de la CEE, ces pressions semblent provoquées par le désir d'une répartition plus large des fruits du progrès technique. Un mécontentement profond se manifeste devant les solutions désuètes qui continuent d'être proposées, à court terme, pour résoudre des crises sans cesse renaissantes.

80. De l'avis de M. Stanovnik, des mesures visant à restreindre la demande ne peuvent être que des mesures à court terme. La solution à long terme ne peut pas être de

contenir les aspirations à une vie meilleure, mais d'encourager l'emploi de meilleures méthodes pour répartir largement les avantages qui découlent des techniques nouvelles et des nouvelles méthodes de gestion. C'est là qu'hommes d'Etat, économistes et planificateurs pourraient trouver un terrain d'entente, tant dans les pays d'Europe orientale et occidentale que dans les réunions d'organisations internationales.

La séance est levée à 12 h 45.